

# Conférence de presse conjointe de M. Jacques Chirac, Président de la République, de M. Vladimir Poutine, Président de Russie et de M. Gerhard Schroeder, Chancelier allemand, sur la prise en otage de deux journalistes français en Irak, l'élection présidentielle en Tchétchénie, le risque de développement d'armes nucléaires en Iran et la coopération entre l'UE et la Russie, Sotchi le 31 août 2004.

LE PRESIDENT POUTINE - Mesdames et Messieurs, aujourd'hui la conférence de presse est consacrée aux résultats de la réunion trilatérale qui vient d'avoir lieu. Des réunions trilatérales ont déjà eu lieu et, maintenant, deviennent régulières. Il s'agit de relations, non seulement entre nos pays, mais aussi avec d'autres pays, d'autres partenaires. Je pense qu'il y a de nombreuses raisons à ce genre de réunion, et cela nous permet également de trouver les moyens de résoudre certains problèmes internationaux. Et je crois que cela permet de nous inscrire dans un système international qui renforce la primauté du droit international, le rôle décisif des Nations Unies et du Conseil de sécurité.

Je voudrais dire que le format de la Troïka n'est pas du tout un club fermé. Et, en aucun cas, nous voulons faire concurrence à d'autres instances internationales, d'ailleurs de quelques régions que ce soient. Au contraire, nous pensons que ce genre de format s'inscrit dans la logique de ces contacts et dans la logique des organisations internationales dont nous sommes membres, nous, les trois pays ici présents. Et de telles réunions, je crois, permettent de continuer cette politique concertée, à laquelle nous avons abouti dans le cadre de ces organisations. Le fait de ce Sommet trilatéral et la composition de ce Sommet, je crois, est le résultat de négociations concrètes concernant un très grand nombre de problèmes, entre autres, les relations entre la Russie, la France et l'Allemagne. Et je pense que ce genre de format peut jouer un rôle important.

Donc, au cours de notre débat aujourd'hui, nous avons évoqué les problèmes des relations entre la Russie et l'Union européenne, les relations entre nos pays, les relations avec l'Union européenne, ainsi que la mise en œuvre d'une politique globale relative aux quatre espaces qui, à notre sens, doit permettre de renforcer les principes d'égalité, de coopération réciproquement avantageuse et de tenir compte des intérêts de tous.

Nous avons, entre autres, parlé du transit des marchandises à Kaliningrad. Nous avons aussi parlé de certaines questions concrètes qui intéressaient le Président de la République française. Je pense, en particulier, aux relations entre nos vétérinaires, les problèmes d'exportations de diverses marchandises, etc. Bref, nous avons évoqué des questions tout à fait concrètes. D'autre part, il est tout à fait clair que nous avons évoqué des problèmes globaux dans le domaine de la sécurité internationale. Nous avons, à ce propos, parlé de la lutte contre le terrorisme international dont la menace, malgré les efforts systématiques qui sont entrepris, ne diminue pas. Donc, nous pensons qu'il faut coopérer avec tous les Etats dans ce domaine sur une

...mines par exemple, nous pensons qu'il faut coopérer avec tous les Etats dans ce domaine sur une base multilatérale et bilatérale aussi bien au niveau européen qu'au niveau atlantique et transatlantique.

Nous avons aussi réfléchi à la situation en Irak qui est particulièrement grave. Nous pensons qu'il convient d'améliorer la situation dans ce pays et qu'il faut appuyer effectivement tous les efforts pour résoudre ce problème, ceci grâce à des efforts internationaux concertés.

Nous avons également parlé du programme nucléaire iranien. Nous avons parlé de certains points chauds, en particulier dans l'espace de la CEI. Nous avons trop peu de temps donc nous n'avons pas pu évoquer toutes les questions, nous avons remis à plus tard certaines questions. Et nous espérons que lors de notre prochaine réunion, nous pourrions résoudre ces questions et de même que la prochaine fois, nous mettrons l'accent sur certains aspects de la coopération économique. Cela c'est la première question, effectivement, il s'agit des aspects économiques. J'ai informé mes collègues de ce que les entreprises russes continuent de développer leur production de combustible sur les marchés mondiaux. Donc, je puis vous informer que, en 2003, 380 millions de tonnes de pétrole ont été extraites. En 2004, nous voyons dès aujourd'hui 221 millions de tonnes et vers la fin de l'année, nous pensons que nous pourrions extraire 450 millions de tonnes. Donc, en 2003, la Russie a exporté 228 millions de tonnes, et cette année, nous pensons exporter 255 millions de tonnes de pétrole russe. Cela concerne toutes les sociétés pétrolières russes qui continueront à fonctionner de cette façon.

Je dois dire que la réunion franco-russo-allemande nous a permis d'examiner certaines questions concrètes et nous renforcerons notre coopération à l'avenir.

Merci de votre attention et je vais maintenant donner la parole à mes collègues, à Monsieur le Président de la République française.

LE PRESIDENT - Je voudrais d'abord remercier chaleureusement le Président POUTINE pour son accueil. Il a évoqué les questions qui ont fait l'objet de notre entretien. Vous me permettez, compte tenu du moment, d'évoquer d'abord et avant de répondre à telle ou telle question sur ces entretiens, la situation de nos compatriotes enlevés en Irak, pris en otage et menacés de mort. La mobilisation et la détermination des pouvoirs publics français dans ce domaine, je l'ai déjà dit, sont totales de façon à ce que nos otages nous soient rendus -les trois otages soient rendus- sains et saufs. Je veux vous dire que tout sera fait pour obtenir leur libération. Et je tiens à exprimer au Président POUTINE et au Chancelier SCHROEDER toute ma reconnaissance et celle des Français pour le soutien sans réserve qu'ils nous ont apporté dans cette épreuve. Je renouvelle donc ici et en notre nom à tous l'appel solennel à leur libération.

Les sujets que, par ailleurs, nous avons évoqués sont ceux que vient de rappeler le Président POUTINE, marquant une convergence de vues, en général, sur, je dirais, tous les problèmes et notamment tous les problèmes liés aux crises que connaît le monde d'aujourd'hui. C'est vrai notamment sur un sujet que nous avons longuement évoqué qui est la lutte contre le terrorisme. C'est vrai aussi dans un certain nombre de crises locales ou régionales que vient d'évoquer le Président POUTINE.

Ceci est dans la nature des choses : ma conviction, et notre conviction, c'est que le renforcement des liens entre l'Union européenne et la Russie est dans la nature même de l'évolution nécessaire vers un monde calme, pacifique et démocratique. C'est dans cet esprit que nous nous sommes réunis et je répondrais, le cas échéant, aux autres questions que vous voudriez me poser.

LE CHANCELIER SCHROEDER - Le Président POUTINE a bien signalé que les rencontres que nous organisons, ne sont dirigées contre personne, mais au profit de quelque chose. C'est-à-dire que nous voulons prouver par là que la paix et l'évolution en Europe et pour l'Europe ne peuvent être obtenues qu'à condition que cette Union européenne élargie arrive à un partenariat stratégique avec la Russie. Nous y atteler, c'est la volonté de nous tous car nous savons que ceci est également déterminant pour la prospérité des peuples d'Europe, de la Russie et par là, pour la prospérité d'une grande partie de ce monde.

C'est pourquoi essayer de s'entendre sur différents dossiers de politique internationale est très important. Je suis très heureux de constater que le Président russe a signalé, encore une fois, très clairement que l'exportation du pétrole sera augmentée dans son pays, la production du

pétrole sera augmentée. Nous avons des craintes qui ne sont pas d'actualité, mais, à long terme, le pétrole pourrait pénaliser l'économie mondiale à travers l'évolution des prix du pétrole. Et la décision prise par la Russie dans ce contexte est très importante.

Mais nous avons également parlé de la nécessité qui existe d'assurer une meilleure transparence sur les marchés du pétrole. Un avis que nous partageons tous les trois. C'est exact, il y a eu pas mal de débats, nous avons beaucoup discuté de dossiers internationaux et ceci se traduira dans les questions que vous allez poser et les réponses que nous allons donner. Ce qui importe pour moi, c'est de bien signaler que l'Union européenne et la Russie coopèrent vraiment aussi étroitement que possible et ont la volonté de le faire, étant donné que ceci profite aux deux côtés. C'est une contribution positive à l'évolution de la conjoncture mondiale, une évolution que nous appelons de nos vœux.

C'est pourquoi, je dirais que la poursuite de ces entretiens est très utile et sera très utile pour la politique en Europe et au profit de l'Europe.

QUESTION - Monsieur le Président français, dans leur dernière vidéo, les otages s'adressent directement à vous pour vous demander d'intervenir, pour abroger la loi sur le voile. Quelle est votre réponse et, à l'heure où je vous parle, êtes-vous particulièrement inquiet ?

LE PRÉSIDENT - La démocratie française a ses lois, ses valeurs, ses traditions. Et dans les circonstances actuelles, nous sommes entièrement concentrés, vous le savez, sur l'effort destiné à obtenir la libération de nos otages, des trois otages actuellement détenus en Irak. Je n'ai pas d'autre commentaire à faire sur ce point. Si ce n'est d'exprimer, tout de même, à nouveau, ma reconnaissance pour l'ensemble des appuis qui nous sont venus du monde entier, pour les efforts que nous faisons pour libérer nos otages.

QUESTION - Monsieur le Chancelier, Monsieur le Président, qu'est-ce que l'Union européenne pourrait faire de façon concrète pour aider la Russie à résoudre, à gérer son problème de sécurité, de terrorisme. Et dans ce contexte, je voudrais m'adresser à l'hôte de cette réunion : est-ce que dans le cadre de la coopération en matière de sécurité européenne, la Russie acceptera à nouveau une mission de l'OSCE en Tchétchénie ?

LE PRÉSIDENT POUTINE - Avec votre permission, je vais commencer par répondre à cette question. Nous coopérons avec tous les pays du monde, sur une base bilatérale. Nous sommes en faveur d'un renforcement de la coopération dans le cadre d'organisations internationales, y compris les organisations des Nations Unies qui luttent contre le terrorisme. Les derniers événements qui ont eu lieu dans le monde, en Russie et en Irak - nous voyons le problème auquel se heurte la France aujourd'hui et puis le problème qui se pose dans d'autres régions du monde, je ne vais pas vous en donner la liste aujourd'hui, je crois que vous êtes tous au fait de cela-, et je confirme que cette menace est une menace actuelle pratiquement pour tous les pays du monde. Donc, pour essayer de contrecarrer cela de façon effective, il nous faut coopérer, il nous faut réunir nos efforts.

En ce qui concerne la République de Tchétchénie, nous avons toujours été parfaitement transparents dans ce domaine. Je puis vous dire que mes collègues, bien sûr, m'ont posé la question relative la Tchétchénie. Et j'ai répondu en détail à leurs questions. Nous sommes prêts à tous contacts, à toutes négociations, à tous compromis dans des conditions acceptables. Le seul seuil que nous ne franchirons jamais, c'est le maintien de l'intégrité territoriale de la Fédération de Russie. Le peuple tchétchène a fait son choix et à plusieurs reprises, il a voté pour la constitution de la République tchétchène. Ce peuple a voté pour que la Tchétchénie reste partie intégrante de la Fédération de Russie. Les élections présidentielles ont eu lieu. Donc, je voudrais confirmer une fois de plus que nous nous en tiendrons à ce choix.

A l'avenir, nous avons l'intention de développer le processus politique. Nous avons l'intention d'accorder un soutien à la population de la Tchétchénie et à tous les organes dirigeants de cette République pour qu'ils organisent justement des élections libres, des élections législatives dans des conditions de liberté. Nous permettrons aussi d'assurer un meilleur maintien de l'ordre dans le pays. Nous permettrons à ce pays de travailler de façon plus autonome, en tenant compte de toutes les prérogatives et les compétences de ces organismes. Donc, nous nous occuperons des

questions sociales et de la restauration de ce pays.

C'est dans ce sens-là que nous sommes en faveur de tous efforts qui tendent à une normalisation de la situation aussi bien au niveau bilatéral qu'au niveau des organisations internationales.

LE CHANCELIER SCHROEDER - La lutte contre le terrorisme international, quel que soit l'endroit où il apparaît, pour lutter, il faut faire preuve d'efforts en commun. Et c'est pourquoi, c'est évident que les services de sécurité, que les services aussi bien russes, coopèrent étroitement. Ceci d'ailleurs se fait, et pour moi, c'est une évidence.

Je voudrais souligner encore une fois ce qu'a dit le Président, c'est-à-dire que le conflit en Tchétchénie doit trouver une solution politique et je voudrais également signaler que la décision portant sur une constitution, les élections présidentielles, les élections législatives, montrent très clairement que du côté de la Russie, on veut que cette solution politique soit trouvée. Et cette solution nous allons l'accompagner à travers une solidarité critique.

QUESTION - Vous avez parlé de la troïka. Nous savons que cette troïka se réunit de façon régulière. Il serait intéressant de savoir est-ce qu'il y a des questions sur lesquelles vous n'êtes pas d'accord ? Cela dit nous constatons que le nombre de conflits internationaux ne décroît pas dans le monde, donc quelles sont vos prévisions, qu'est-ce que nous pouvons faire pour justement essayer de résoudre ces questions.

LE CHANCELIER SCHROEDER - Nous avons parlé de beaucoup de questions entre nous et il n'y a aucun dossier sur lequel nous avons dû constater des différences, qui mériterait d'être présenté ici, dans cette enceinte.

LE PRESIDENT - Le Chancelier a raison. Notre concertation ne date pas d'hier. Elle est ancienne et confiante, dans cette formation ou dans d'autres. Au niveau des Chefs d'Etat ou de gouvernement et au niveau des diplomates et des diplomaties, des ministères techniques, en particulier de l'ONU. Par conséquent, comme vient de le dire le Chancelier, nous pouvons avoir des appréciations différentes, sur tel ou tel sujet. Mais nous arrivons toujours à une conclusion unique. Et c'est ce qui fait la force et le dynamisme de notre concertation et c'est ce qui la rend nécessaire pour un bon équilibre d'un monde pacifique et stable pour demain.

LE PRESIDENT POUTINE - Alors, tout d'abord, je dois dire que je partage pleinement les évaluations de mes collègues. Effectivement, au cours des consultations, nous arrivons à rapprocher nos positions sur des questions clé, même s'il y a certaines différences.

Je pense que c'est un instrument très important de politique internationale qui nous permet de résoudre les problèmes.

Maintenant, en ce qui concerne le fait que le nombre des crises est très important dans le monde oui, c'est un fait. Le monde est divers, il est complexe. Et je suis convaincu que si nous ne nous rencontrons pas, si nous n'arrivons pas à résoudre certains problèmes dans ce format ou dans d'autres formats plus larges, telles les Nations Unies, eh bien le nombre de ces problèmes serait encore plus grand et ces problèmes seraient beaucoup plus aigus. Donc, je crois que le format que nous avons choisi, et le format de coopération est utile. D'ailleurs cela a été démontré aujourd'hui, en particulier en parlant de certains problèmes très graves de la politique internationale du moment, en partie dans certaines régions. Entre autres, nous avons parlé de la situation au Proche-orient, de la situation au Liban, et peut-être, malgré certaines nuances, malgré certaines colorations que nous donnons et qui sont différentes, je pense que sur les points essentiels, nous sommes parvenus à un accord, en particulier en ce qui concerne les grands problèmes d'insécurité internationale. Donc je suis très reconnaissant à mes collègues d'avoir donné leur accord pour participer à cette réunion au Sommet aujourd'hui.

QUESTION - C'est une question au Président et au Chancelier sur l'élection présidentielle tchétchène de dimanche. Trois questions : est-ce que les conditions dans lesquelles cette élection s'est tenue ont été acceptables selon vous ? Deuxième question : estimez-vous qu'il était opportun de tenir ce Sommet, juste après cette élection si contestée ? Et troisième question : pensez-vous que la politique de la Russie en Tchétchénie favorise votre lutte contre le terrorisme international ?

LE PRESIDENT POUTINE - A vrai dire, je ne vois pas très bien qui met en doute les résultats de tous ces efforts.

LE CHANCELIER SCHROEDER - Pour ce qui est des élections, pour autant que je puisse en juger, je ne vois pas que les élections ont été troublées. Ces élections ont eu lieu, un Président a été élu à une grande majorité et j'espère, et je pars du principe, que ce sera lui l'interlocuteur pour beaucoup d'entretiens qui aideront à résoudre ce conflit. Vous avez posé trois questions. Je n'ai pas pu noter. Quelles étaient les deux autres questions, s'il vous plaît ?

QUESTION - Est-ce qu'il était opportun de tenir ce Sommet, juste après cette élection si contestée ? C'était la deuxième question. Et troisième question : pensez-vous que la politique de la Russie en Tchétchénie favorise votre lutte contre le terrorisme international ?

LE CHANCELIER SCHROEDER - Tout d'abord, il était tout à fait correct et opportun de tenir ce Sommet et le fait que ce Sommet ait lieu en ce moment, ceci est tout fait en règle. Les résultats parlent en faveur de ce Sommet. Nous avons pu nous mettre d'accord sur beaucoup de dossiers et je ne vois pas pourquoi des élections en Tchétchénie pourraient nous empêcher de nous rencontrer à l'occasion d'un tel Sommet.

Et troisièmement, il y a des aspects communs lorsqu'il s'agit de lutter contre le terrorisme international, qui d'ailleurs a été mis en exergue ici, et il n'y a aucune raison pour moi de dire que la politique russe dans la lutte contre le terrorisme ne serait pas utile.

LE PRESIDENT - Je partage tout à fait le sentiment exprimé par le Chancelier. Ce qui est important, c'est la position de la Russie. Elle a été exprimée clairement par le Président Poutine, s'agissant de la Tchétchénie. Une solution politique est nécessaire et c'est ce que souhaite la Russie qui est, elle l'a dit clairement, ouverte à toute discussion sur la mise en uvre d'une solution politique. Comme toute solution politique, elle a une limite que chacun peut parfaitement comprendre et que personne ne peut sérieusement contester, c'est l'unité territoriale de la Fédération de Russie.

A partir de là, je souhaite que, les élections ayant eu lieu et dans des conditions dont nous ne sommes pas en mesure de contester le résultat, les négociations puissent se poursuivre entre les autorités compétentes pour que cette solution politique intervienne de façon à ce que, sans mettre en cause naturellement l'intégrité de la Fédération de Russie, des adaptations indispensables pour des raisons locales puissent être adoptées.

LE PRESIDENT POUTINE - Alors tout d'abord, je voudrais dire que les élections ont eu lieu et se sont déroulées conformément et d'une façon stricte aux règles de la Fédération de Russie et aussi aux règles et la constitution de la Tchétchénie.

Il est clair que personne ne peut obliger quelqu'un à voter, c'est-à-dire l'amener de force dans un bureau de vote. On ne peut pas extraire quelqu'un de sa propre maison et l'amener par le collet jusqu'à ce bureau électoral. Cela, évidemment, cela veut dire voter avec ses jambes. Mais si quelqu'un vient voter eh bien, ça veut dire que quelqu'un veut participer à la vie politique de son pays. Je dois dire que la participation a été très élevée, à peu près 80 %. Et la grande majorité des électeurs ont voté en faveur d'un des candidats, Monsieur ALKHANOV. C'est un fait.

Et, d'autre part, il y avait de nombreux observateurs en particulier de pays musulmans et d'organisations internationales. Or, ces observateurs n'ont constaté aucune violation sévère. En fait, aucun observateur sérieux ne s'est plaint ou a fait état de violations sévères qui peuvent mettre en doute les résultats de ce vote. Cela veut dire que le peuple tchéchène a fait son choix. Par ailleurs, les forces destructrices, les terroristes qui continuent à agir sur le territoire de la Tchétchénie, et d'ailleurs, une des organisations terroristes liées à Al-Qaïda a revendiqué les attentats terroristes qui viennent d'avoir lieu. Bien sûr, il faudra que l'on trouve des preuves mais toujours est-il qu'à bord des deux avions civils russes ont eut lieu des explosions dans les cabines. Si l'une des organisations terroristes a revendiqué cela et si cette organisation est liée à Al-Qaïda, cela confirme les liens qui existent entre les forces qui agissent en Tchétchénie ou certaines forces et des mouvements terroristes. Donc nous continuerons à lutter contre cela, je le répète.

Nous allons parallèlement continuer le dialogue politique avec toutes les forces politiques tchéchènes et cela va renforcer l'économie de ce pays.

Maintenant, en ce qui concerne notre réunion d'aujourd'hui, si vous pensez que nous n'avons

parlé que de la Tchétchénie, vous vous trompez parce que nous avons parlé de nombreuses questions dont nous sommes prêts à vous informer, questions dont nous nous sommes occupés aujourd'hui et avec succès.

QUESTION - Messieurs les Présidents, Monsieur le Chancelier. La Fédération russe apporte son aide à la République islamiste d'Iran pour alimenter des centrales nucléaires en énergie. Il y a une certaine préoccupation que l'Iran essaie également de fabriquer des armes nucléaires, entre autres à travers un réacteur de recherche russe. En même temps, l'Iran développe des missiles balistiques d'une portée au-delà de 3000 kilomètres qui pourront aussi bien tomber sur Israël que sur l'Europe. Que fait la Russie pour empêcher que cela ne se fasse ? Qu'est-ce que l'Europe, Monsieur le Chancelier, peut faire ? Le soupçon portait également sur les entreprises allemandes qui livrent des technologies sensibles.

LE CHANCELIER SCHROEDER - Il ne faut soupçonner personne dont on ne peut pas confirmer qu'il en est ainsi, il faut qu'on le dise très clairement. Mais la situation en Iran est préoccupante et je me permets de vous rappeler que les ministres des Affaires étrangères de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne ont négocié avec les responsables de l'Iran un accord qui doit être respecté à la lettre. Il y a certaines préoccupations comme quoi du côté iranien on ne respecte pas à la lettre ce texte et cette préoccupation nous la partageons entre nous. On verra une coopération étroite entre les trois pays européens et la Russie afin de montrer très clairement que la communauté internationale ne souffrira pas que l'Iran dispose d'armes nucléaires. Ce pays ne pourrait disposer d'armes nucléaires qu'à condition qu'il soit capable d'avoir du combustible militaire. C'est ce que nous voulons éviter à tout prix, ensemble.

Ceci n'a rien à faire avec une question que nous analysons différemment entre nous trois, à savoir, est-ce qu'il est utile d'avoir recours à l'énergie nucléaire pour une utilisation civile. Il faut faire une séparation très claire et nette : les livraisons de la Russie pour la construction d'une centrale nucléaire n'ont rien à voir, ne sont pas liées à la question d'armes nucléaires. Après les entretiens que nous avons eus aujourd'hui, une chose est valable et vraie, c'est que nous nous concertons étroitement afin qu'en Iran, on ne soit pas capable de se doter d'armes nucléaires. Une utilisation pacifique de l'énergie nucléaire sans pour autant être en mesure de fabriquer des combustibles militaires est une décision souveraine de tout pays que nous devons respecter, indépendamment de la position qui est la nôtre.

LE PRESIDENT POUTINE - La Russie coopère effectivement avec l'Iran dans de nombreux domaines et nous continuerons à le faire. Cela dit, de même que nos collègues européens, de même que l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis d'Amérique, nous sommes préoccupés par la situation suivante : à savoir que se posent des questions en ce qui concerne le programme nucléaire iranien. Nous sommes catégoriquement contre le fait qu'augmente le nombre d'Etats nucléaires, en particulier l'Iran. Je voudrais le souligner, nous sommes catégoriquement contre cela, nous négocions avec nos partenaire iraniens, nous tâcherons d'obtenir des garanties de la partie iranienne, en particulier grâce à un accord. Nous estimons que ce problème peut et doit être examiné dans le cadre des organisations internationales et en particulier dans le cadre de l'AIEA. Donc, nous allons continuer à travailler de façon transparente avec ténacité, aussi parce que nous pensons que tout ce dossier, que toute cette problématique ne doit pas être à l'origine d'une lutte concurrentielle pour les marchés, je parle des marchés technologiques. Nous savons que ce marché est très limité. L'Iran est effectivement un de ces marchés, donc il faut parvenir à un accord qui nous permettra d'aller de l'avant. Mais je voudrais, une fois de plus, dire -et je le souligne- que nous avons tous les même avis, à savoir que nous devons faire tout ce qui est possible pour faire obstacle à l'élargissement du club des Etats dotés d'une puissance nucléaire.

QUESTION - Question que je pose aux trois participants : est-ce que vous avez parlé de la coopération économique et est-ce que vous pourriez donner quelques détails sur la coopération entre nos pays et l'Union européenne ?

LE PRESIDENT POUTINE - J'ai déjà parlé de cette question. Il s'agit de coopération en ce qui concerne Kaliningrad, en particulier le transit de marchandises et pour le transit en général. Nous

avons parlé aussi de coopération dans le domaine de l'énergie. Nous avons parlé de la nécessité de renforcer notre coopération dans le domaine des hautes technologies. Vous savez que des plans concrets sont en voie de réalisation. Je pense en partie à notre coopération avec EADS. D'ailleurs nos partenaires européens, je crois, sont prêts à coopérer dans ce domaine. Je pense à l'Italie, à l'Allemagne bien sûr mais nous avons encore d'autres domaines de coopération dont nous avons parlé, entre autres l'agriculture. Le Président de la République française a posé certaines questions sur ce point. Nos experts actuellement travaillent sur ces sujets. J'espère que cela donnera une impulsion aux travaux à venir.